

BURKINA FASO: UN CONTEXTE SÉCURITAIRE EN DÉGRADATION

(Photo, de g. à dr.: Sena Afeto, responsable des partenariats en Afrique de l'ASTM, Abel Beda, coordinateur général de ARFA, Mathieu Savadogo, président du conseil d'administration de ARFA)

En janvier, notre organisation partenaire l'Association de Recherche et de Formation en Agro-écologie (ARFA) était en visite en Europe et en a profité pour se rendre au Luxembourg. Pour Abel Beda, le nouveau coordinateur général, c'était l'occasion de faire connaissance avec l'équipe de l'ASTM. Il été accompagné de Mathieu Savadogo, fondateur de l'association, directeur pendant plus de 20 ans et actuel président du conseil d'administration. Malheureusement, leur visite a été marquée par la détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso. À ce sujet, l'ASTM a organisé une rencontre d'information et d'échanges entre ARFA, l'équipe et les bénévoles de l'ASTM ainsi que d'autres ONG luxembourgeoises actives au Burkina Faso, afin de partager les difficultés auxquelles fait face notre association partenaire et de décrire les stratégies d'adaptation développées. Dans ce contexte, Mathieu Savadogo et Abel Beda nous ont exposé leur situation de travail actuelle.

Le Burkina Faso a connu sa première attaque terroriste en 2015. Depuis lors, le pays fait face à une dégradation inquiétante et continue du contexte sécuritaire. Les attaques de groupes ou d'acteurs insaisissables et aux motivations inconnues sont devenues quasi-quotidiennes, faisant des dizaines de victimes. « *Au départ, cela concernait beaucoup plus les forces de l'armée et de sécurité, mais de plus en plus, les agents de l'État, comme les agents des ONG également, ont été pris pour cible, puis la population de façon globale* », explique Abel Beda. Les régions du Nord et de l'Est sont particulièrement touchées par les attaques, alors que le siège de ARFA est situé à Fada N'Gourma, chef-lieu de la Région de l'Est où la plus grande partie de ses actions se déroulent.

ARFA n'a été épargné : En avril 2019, un agent de notre organisation partenaire a été enlevé pendant une période de 5 jours. Cet incident a eu des effets sur la psychologie de l'agent, sur le fonctionnement du projet dans lequel il intervenait et sur la vie de l'ONG de façon globale. « *C'est toute la structure qui a été durement frappée* », raconte Mathieu. Personnellement, il craint que tout ce que l'association a co-

nstruit jusqu'à présent avec le soutien de ses partenaires ne soit anéanti et que les investissements et tous les efforts ont été vains. « *C'est vraiment difficile à vivre* ». Cependant, il est évident pour Abel que ARFA doit maintenir ses activités: « *À travers une stratégie d'adaptation que nous avons mise en place et qui consiste à réorganiser notre mode d'action sur le terrain, nous pouvons nous adapter au contexte* ». Cette stratégie comprend, entre autres, l'élaboration d'une cartographie des zones à risques au niveau des communes d'intervention de ARFA, afin de permettre aux agents de prendre les mesures de sécurité nécessaires. « *Nous essayons également de limiter le plus possible les déplacements tardifs ou les arrivées nocturnes* », explique Abel. Les activités d'animation et de sensibilisation de masse sont suspendues. Aussi, l'association doit recourir à des paysans relais pour assurer la continuité de l'action dans les communes touchées par la suspension des activités de suivi et d'encadrement par les animateurs de ARFA.

La situation devient aussi de plus en plus difficile pour les bénéficiaires de ARFA. « *La crise sécuritaire entraîne de profonds cha-*

ngements dans la vie des populations des différentes zones touchées », regrette Abel. « Sur le plan social, il y a la fermeture d'écoles et de centres sanitaires, la dislocation des familles, l'effritement des valeurs sociales. » De plus, le nombre de déplacés internes ne cesse d'augmenter. « Leur situation reste très préoccupante et pose des problèmes humanitaires durables. » Une partie des personnes déplacées sont installées dans des centres d'accueil aux environs des grandes villes. D'autres sont hébergées par des familles d'accueil, qui sont exposées à une charge très élevée à supporter. « Et le comble dans cette situation, c'est que ces familles, n'ayant pas pu cultiver la terre, la situation sécuritaire ne le permettant pas, se retrouvent dans une situation d'insécurité alimentaire », précise Abel. « L'autre élément, c'est l'effet psychologique des attaques. Ces populations ont vu des assassinats, des morts atroces, sont des rescapés d'attaques communautaires. »



Le contexte sécuritaire a aussi affecté la mission au Burkina Faso en décembre dernier de Sena Afeto, responsable des partenariats en Afrique au sein de l'ASTM. Pour la première fois, la question de la sécurité a dû être discutée avant de pouvoir partir. « Ça ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de dangers sur le terrain avant. Si je prends le Togo par exemple, depuis 1990, il a connu à plusieurs reprises des mouvements politiques, des manifestations relativement violentes, mais cela n'a jamais impacté notre travail. Là, c'était la première fois que toute l'ASTM était mobilisée pour discuter de cette problématique », explique-t-il. « L'autre impact sur la mission, c'est que la zone géographique de la mission était complètement délimitée. Normalement, nos missions sont plutôt des missions de terrain, nous allons en effet rendre visite aux bénéficiaires aussi pour constater comment les activités se déroulent. Ce qui est très cher à l'ASTM, c'est que derrière tous ces cadres logiques, derrière tous ces budgets, nous privilégions l'humain. Ce sont donc ces occasions qui nous permettent à nous, les yeux de l'ASTM, d'avoir sur le terrain ce lien direct, humain, avec les bénéficiaires des projets. Malheureusement, pour cette mission, et au vu de la situation, les instructions étaient assez claires et restrictives. Nous n'avons pu travailler qu'à Ouagadougou, la capitale, qui, entre guillemets, est considérée comme une zone encore un peu sûre. »

Selon Abel, le plus grand défi pour ARFA reste l'adaptation au contexte « pour pouvoir continuer à travailler auprès des populations,

auprès des partenaires. Et l'enjeu ici, c'est toutes ces populations qui sont dans une situation assez critique. Comment répondre à leurs sollicitations pour maintenir ce lien d'accompagnement que nous avons entretenu depuis bientôt 25 ans ? ». Pour Sena Afeto et l'ASTM, un autre défi s'ajoute à celui de l'adaptation : le cloisonnement entre la coopération et l'humanitaire. « Les communautés qu'on accompagne depuis 10-15 ans perdent aujourd'hui leur outil de travail, c'est-à-dire leurs exploitations, qui les nourrissent et qui leur procurent des revenus pour pouvoir s'occuper de la santé et de l'éducation des enfants. Elles se trouvent dépossédées de tout ça, et se retrouvent aux portes des grandes villes dans des conditions de vie très, très précaires. » Les organisations partenaires sur place connaissent les communautés, ont un savoir-faire précieux qui pourraient servir en cas d'aide d'urgence, mais sont malheureusement écartées des interventions par d'autres acteurs. Il faut donc réfléchir à une possibilité de permettre des actions d'urgence de façon ponctuelle, pouvant contribuer à maintenir la présence des partenaires dans les localités.

Pour Mathieu et Abel, le contexte sécuritaire ne peut constituer un prétexte à l'inaction ou au renoncement, « sinon, nous offrons l'opportunité à certains types d'acteurs de trouver un terrain propice à leurs activités ». Ensemble, ARFA et ASTM continueront donc leurs actions de développement auprès des communautés rurales, tout en continuant à s'adapter au contexte.



ARFA - L'Association de Recherche et de Formation en Agro-écologie fait la

promotion de l'agro-écologie et soutient les petits agriculteurs au Burkina Faso. L'agro-écologie joue un rôle capital dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique. Grâce aux plus grands rendements qu'elle génère dans le long terme, elle permet de créer rapidement des revenus supplémentaires.

ARFA, avec le soutien de l'ASTM, a créé des sites de production et les a aménagés pour permettre aux bénéficiaires d'avoir une meilleure productivité, y compris les femmes. L'aménagement comprend plusieurs actions: la délimitation du site par une haie vive et un grillage, la réalisation de puits pour permettre l'accès à l'eau et l'encadrement de la production. Il existe 18 sites maraîchers encadrés dans la logique de l'agro-écologie qui bénéficient à 600 familles. En dehors du maraîchage, notre partenaire soutient également l'agriculture villageoise qui comporte des petits élevages de poules, de chèvres et de moutons. À cela s'ajoute la dynamique de récupération de sols dégradés par la lutte contre l'érosion et la promotion de la fumure organique. En tout, plus de 1.000 exploitations familiales sont accompagnées par ARFA.

“ L'enjeu ici, c'est toutes ces populations qui sont dans une situation assez critique. Comment répondre à leurs sollicitations pour maintenir ce lien d'accompagnement que nous avons entretenu depuis bientôt 25 ans ? - Abel Beda, coordinateur général de ARFA